

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Economique Régional de Mexico
En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 30 novembre 2023

Selon l'Institut National de Statistiques et de Géographie (INEGI), au troisième trimestre 2023, l'économie mexicaine aurait enregistré une croissance de +1,1 % en variation trimestrielle.

LE CHIFFRE A RETENIR

+1,1 %

Taux de croissance de
l'économie du Mexique au T3
en glissement trimestriel

Cette performance dépasse de 0,9 % les estimations du marché, et confirme la vigueur observée ces derniers mois. Au T3, la croissance aurait notamment été favorisée par le secteur de la construction (+1,3 % g.t.), et par une consommation domestique robuste, stimulée par un marché du travail solide et des envois de fonds records. Il convient de souligner que l'activité au Mexique serait en surchauffe cette année, élargissant l'*output gap* positif et faisant peser certains risques, notamment inflationnistes. Compte-tenu des résultats enregistrés au cours des trois premiers trimestres de l'année (+3,8 % g.a. au T1 ; +3,6 % g.a. au T2 ; et +3,3 % g.a. au T3), en variation annuelle, la croissance du PIB dépasserait sa tendance historique de 2 %. Cette situation pourrait se répéter en 2024, malgré les risques de ralentissement (affaiblissement de l'activité aux Etats-Unis, effets différés de la politique monétaire restrictive, ...). En 2023, l'économie mexicaine enregistrerait une croissance de +3,2 % g.a. selon le FMI, contre +3,3 % selon la Banque centrale ; +3,4 % selon l'OCDE ; et +3,6 % selon le Ministère des Finances.

Mexique

Conjoncture macroéconomique

La Banque centrale du Mexique (Banxico) a relevé ses prévisions de croissance de **l'économie pour 2023 à 3,3 % (+0,3 pp)**. L'autorité monétaire justifie cet ajustement par la bonne performance de l'économie mexicaine au T3 (cf *supra*), soutenue notamment par la résilience de la demande extérieure et par le dynamisme de la consommation privée. L'orientation budgétaire expansionniste prévue pour 2024 au Mexique et la révision à la hausse des perspectives de croissance de l'économie des Etats-Unis ont par ailleurs contribué à l'amélioration des prévisions de Banxico. Cette dernière s'attend à ce que le processus de *nearshoring* participe à donner de l'élan à l'activité économique, tout en reconnaissant la grande incertitude quant à l'ampleur du phénomène et ses effets possibles. Par ailleurs, Banxico s'attend à une baisse plus graduelle de l'inflation globale et de l'inflation de base, bien qu'elle maintienne ses prévisions de 4,4 % et de 5,3 % respectivement, pour la fin de l'année. La convergence vers l'objectif de 3,0 % se ferait au T2 2025.

Selon l'INEGI, les exportations mexicaines auraient enregistré une croissance annuelle de 5,6 % en octobre, inversant la baisse observée le mois précédent (de -5,1 % g.a.). Le montant total des exportations en octobre aurait atteint 52 Mds USD, dont 6 % d'exportations pétrolières (+14 % g.a.) et les 94 % restant d'exportations non pétrolières (+5 % g.a.). Au sein de ces dernières, les exportations manufacturières (qui constituent la majorité des exportations mexicaines) auraient augmenté de 5,3 % g.a. sur la période (contre une contraction de -7 % g.a. en septembre), tirée par la croissance des exportations automobiles (+21 % g.a., totalisant 18 Mds USD).

Selon l'INEGI, au T3 2023, la **création d'emplois s'est** poursuivie au Mexique, avec 645 500 nouveaux emplois par rapport au trimestre précédent. Parmi ceux-ci, 50,4 % ont été créés dans le secteur formel. Par secteur d'activité, 64 % de ces créations d'emploi ont concerné les services ; 20 % l'industrie ; et 19 % l'agriculture. Le taux de chômage s'établit désormais à 3 %, et le taux de sous-emploi à 8 %.

Au mois d'octobre, la production de pétrole brut aurait atteint son second plus faible niveau depuis le début du sexennat du président mexicain Andrés Manuel López Obrador (AMLO). L'entreprise nationale pétrolière PEMEX (*Petróleos Mexicanos*) aurait produit seulement 1,5 million de barils par jour (mb/j) en octobre, ce qui représenterait une baisse de 7,3 % g.a. En ce qui concerne les exportations d'or noir par le Mexique, PEMEX aurait exporté l'équivalent du volume produit en octobre, soit une augmentation de 8,5 % g.a., générant 2,7 Mds USD (+14 % g.a.). Les ventes de pétrole auraient été destinées au continent américain à hauteur de 72 % (notamment aux Etats-Unis), suivi de 20 % à l'Extrême-Orient, et de 8 % à l'Europe. Selon le Ministre de l'Energie, d'ici la fin de l'année, le rythme d'exportation moyen serait de 1,3 mb/j. Ce-dernier tomberait à 0,3 mb/j à compter de 2024.

Parmi les pays de l'OCDE, le Mexique affiche l'un des niveaux d'inégalité de revenus les plus élevés. Les inégalités de revenus sont un défi majeur au Mexique, avec 57 % de la richesse nationale totale détenue par seulement 10 % de la population. Bien que

des progrès aient été réalisés ces dernières années, les niveaux restent élevés par rapport aux pairs du Mexique. En particulier, au sein du groupe des pays de l'OCDE, le Mexique, dont le coefficient de Gini atteint 0,42 (sur une échelle de 0 à 1, où 1 représente la plus forte concentration des revenus), est le second pays où les inégalités de revenus sont les plus élevées, derrière le Costa Rica.

Le **peso mexicain s'est légèrement déprécié face au dollar ce mercredi 29 novembre**, après la publication des données de croissance du PIB des Etats-Unis au T3 2023 (+5,2 % g.a., contre +5 % selon le consensus de marché). Les investisseurs sont désormais attentifs à la publication prochaine du rapport trimestriel de la Banque centrale du Mexique, lequel présentera les mises à jour des estimations de croissance économique et d'inflation.

Finances publiques

Les recettes fiscales, principale source de financement du gouvernement fédéral, auraient enregistré une croissance annuelle de 10,6 % **depuis le début de l'année**. Les informations communiquées par le Service de l'Administration fiscale (SAT) indiquent que la collecte de la TVA a enregistré une augmentation de 1,2 % g.a en termes réels, sur la même période. Par ailleurs, la collecte de l'impôt sur le revenu (ISR) a augmenté de 3,7 % g.a, et celle de l'impôt spécial sur la production et les services (IEPS) de 308 % g.a en termes réels, depuis le début de l'année 2023. Cette croissance s'explique par l'arrêt progressif des stimuli fiscaux sur les taxes concernant l'essence cette année.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau le 30/11
Bourse (IPC)	0,23%	+5,22%	52 792,81 points
Change MXN/USD	0,47%	-9,74%	17,28
Change MXN/EUR	1,23%	-5,21%	18,96
Prix du baril mexicain	-1,20%	5,01%	73,02

Amérique centrale

Les pays du CA-4 se classent parmi les pays avec les plus faibles dépenses publiques sociales en Amérique latine et dans les Caraïbes, **d'après la CEPAL**. Par sous-région, les dépenses sociales publiques (protection sociale, éducation, santé, logement, services communautaires, loisirs et culture) en pourcentage du PIB les plus élevées en 2022 ont été enregistrées en Amérique du Sud (13,2 %), suivie des Caraïbes (11,5 %) et

enfin de l'Amérique centrale (9,5 %). Le Guatemala ferme le classement régional exæquo avec le Guyana (7,7 %), suivi de près par le Honduras (7,8 %) à l'avant dernière place. Un peu plus haut dans le classement viennent le Nicaragua et le Salvador avec respectivement 10,6 % et 10,8 % du PIB. Les dépenses sociales en pourcentage du PIB ont enregistré une baisse en 2022 par rapport à 2021 pour tous les pays du CA-4 (-17,8 % au Honduras, -9,7 % au Salvador, -8,6 % au Nicaragua), à l'exception du Guatemala (+5,8 %). La CEPAL a également analysé les dépenses sociales par tête en 2022, dont la moyenne s'élevait à 1251 USD dans les 22 pays de la région, et mis en avant différents blocs de pays. El Salvador se classe dans l'avant-dernier bloc (entre 478 USD et 966 USD) tandis que le dernier bloc est formé du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua (entre 198 USD et 365 USD).

Costa Rica

Selon le ministère des finances, la dette publique s'élèverait à 59,8 % du PIB sur la **période janvier à octobre 2023, contre 63 % à la fin de l'année 2022** ; le ratio dette/PIB serait inférieur aux prévisions budgétaires pour 2023 (61,8 % du PIB). Les résultats budgétaires confirment que la trajectoire à moyen terme définie par le gouvernement permettrait une gestion durable et saine des finances publiques. Selon le rapport, en octobre 2023, les recettes totales représenteraient 12,4 % du PIB et les dépenses hors intérêts atteindraient 10,7 % du PIB, générant un excédent primaire de 1,7 % du PIB au cours des 10 premiers mois de l'année.

El Salvador

Selon une enquête d'Expediente Publico, El Salvador est le pays du CA-4 ayant le plus augmenté ses dépenses militaires et de sécurité intérieure au cours des 5 dernières années, respectivement de 61 % et 72,2 %. C'est aussi le pays ayant le budget dédié à la sécurité intérieure le plus important, ce dernier s'élevant à 1,4 Md USD en 2023, soit 4,43 % du PIB, contre 2,06 % du PIB au Guatemala et 2,2 % du PIB au Honduras. Ces dépenses ont été poussées à la hausse sous le gouvernement Bukele, notamment suite à l'instauration du « Plan de Control Territorial » visant la répression des gangs. Sur les sujets défense, El Salvador ne détient pas le plus gros budget de la zone CA-4 (250,6 M USD en 2023, en 3ème position après le Honduras et le Guatemala) bien qu'il ait connu la plus grande augmentation entre 2018 et 2023. Toutefois, El Salvador est le pays qui compte la plus grande armée, avec des effectifs militaires s'élevant à 24 500 en 2023.

Selon l'agence financière Emerging Finance, le besoin de financement du **gouvernement salvadorien s'élèverait** à 1,9 Md USD en 2024, soit 5,3 % du PIB. Les estimations gouvernementales prévoyant un besoin de financement moindre dans le budget 2024, à 1,448 Md USD (1,15 Md USD financés via des emprunts et 338 M USD grâce à l'émission de bons du trésor), il resterait dès lors un besoin de financement de 540 M USD non-adossé à une solution de financement. L'agence prévoit par ailleurs une croissance économique morose pour 2024, estimée à 1,9 % du PIB, en raison du ralentissement de l'économie américaine.

Entre janvier et octobre 2023, 70,9 M USD de *remesas* ont été envoyées sous forme de cryptomonnaies, en baisse de 47 % g.a. et équivalent à 1,05 % du total de

remesas reçues sur la période (6,8 Mds USD). En 2022, 1,6 % du total des *remesas* reçues (6,4 Mds USD) avaient été envoyées sous forme de cryptomonnaies. Cette baisse significative dans l'utilisation des cryptomonnaies comme support pour l'envoi des *remesas* reflète l'opinion négative de la population de l'utilisation du Bitcoin, mis en lumière dans une enquête réalisée par l'Université Centroaméricaine.

Guatemala

Le Ministre des finances a indiqué qu'à ce jour, le taux d'exécution des dépenses d'investissement n'était que de 78 % (2,18 sur 2,81 Mds USD). Les investissements publics se sont d'abord concentrés sur les infrastructures routières, le Ministère des Communications et des Infrastructures (CIV) étant celui absorbant la majorité des dépenses d'investissement, ainsi que sur la construction d'hôpitaux et d'écoles.

Selon l'ICEFI, la Surintendance de l'administration fiscale (SAT) n'aurait collecté que 43,9 % de l'impôt sur le revenu (ISR) potentiel, ce qui s'explique par l'utilisation de mécanismes d'évitement et d'évasion fiscales. Le montant non perçu représente 4,5 % du PIB, ce qui équivaut à 4,21 Mds USD. Pour rappel, l'ISR est le deuxième impôt après la TVA fournissant le plus de recettes fiscales à l'Etat. Cette perte de revenus fiscaux s'explique principalement par les facteurs suivants : (i) économie informelle et contrebande, (ii) falsifications de facturation et modification des prix de transfert, et (iii) arbitrages pour réduire les montants acquittés au titre de l'ISR et bénéficier de déductions.

De 2020 à août 2023, le commerce maritime du **Guatemala s'est élevé à 96,94 Mds USD (+ 27 % par rapport à la période 2016-2019), d'après la Commission nationale des ports.** Pour rappel, les principaux ports de marchandises du Guatemala sont Puerto Quetzal, sur la côte pacifique, et Puerto Barrios et Santo Tomás de Castilla, sur la côte caraïbe. Les projections pour le secteur estiment que la croissance annuelle moyenne du commerce maritime serait de 5,5 % entre 2023 et 2027.

Honduras

Le Honduras est le 5ème pays d'Amérique latine qui recevrait le plus de *remesas* en 2023 selon les prévisions de la BID. Avec un flux de *remesas* qui devrait s'élever à 9,37 Mds USD d'ici la fin de l'année (+7,9 % g.a.), le Honduras se classerait à la cinquième place des pays latino-américains percevant le plus de *remesas*, après le Mexique, le Guatemala, la République Dominicaine et la Colombie. En termes de ratio *remesas*/PIB, le Honduras se hisse à la 2ème place au niveau régional (avec 27,3 % du PIB), juste après le Nicaragua (29,7 % du PIB). Par ailleurs, les *remesas* proviennent à 90,1 % des Etats-Unis.

Au 18 novembre, seul 64,3 % du budget 2023 a été exécuté, soit 10,4 Mds USD sur un budget de 15,8 Mds USD. Le poste de dépense ayant connu le taux d'exécution le plus élevé est celui dédié à la masse salariale (salaires et autres rémunérations), dont 75 % du budget a été exécuté. A l'inverse, le Programme d'Investissement Public (PIP) n'enregistre un taux d'exécution du budget de seulement 58 %. L'année dernière, 83,9 % du budget avait été exécuté à la fin de l'année, soit 12,5 Mds USD sur les 14,9 Mds USD initialement votés. Le projet de budget proposé pour 2024 s'élève à 16,4 Mds USD.

Le secteur agricole a perdu plus de 400 000 emplois sur la période 2019-2022 selon **l'Institut National des Statistiques**. En 2019, 30 % de la population active exerçait une activité économique dans le secteur de l'agriculture, l'élevage, la sylviculture et la pêche, soit plus de 1 200 000 personnes, contre 21,8 % en 2022 (800 000 emplois). Les principales causes invoquées pour expliquer cette baisse de l'emploi dans le secteur agricole sont les migrations, le phénomène d'invasion des terres augmentant l'incertitude juridique pour les petits producteurs et le changement climatique, rendant les revenus trop aléatoires et incertains.

Nicaragua

La mission du FMI au titre de l'article IV, qui s'est tenue du 6 au 17 novembre à Managua, a souligné la prudence de la gestion macroéconomique, la croissance rapide des réserves internationales et prévoit une croissance de 4,0 % en 2023 et de 3,5 % en 2024, portée par les envois de fonds des émigrés soutenant la consommation privée. Le FMI prévoit en outre une décélération de l'inflation et un léger excédent fiscal du gouvernement d'ici la fin de l'année. L'organisation souligne que la croissance du PIB est principalement portée par les envois de fonds (dont le montant devrait s'élever à 28 % du PIB fin 2023, soit le double du montant fin 2021) qui découle de l'augmentation rapide du nombre de migrants nicaraguayens. Les entrées de devises et d'investissements directs étrangers ont contribué à une accumulation rapide de réserves internationales brutes qui, à la fin du mois d'octobre, ont atteint 5 Mds USD, soit l'équivalent de six mois d'importations. La mission indique toutefois qu'en 2024 et à moyen terme, le PIB réel n'augmenterait que d'environ 3,5 %, moyenne inférieure à celle de 2000-2017 de 3,9 %, en raison d'une reprise prudente des investissements, d'un accès limité au financement officiel et d'une contribution plus faible de l'emploi à la croissance en raison de l'émigration récente.

Une réforme de la Loi pour la promotion et la régulation de la microfinance oblige les institutions de microfinance à se conformer aux 22 normes établies par la Commission nationale de la microfinance (Conami). Plus précisément, la réforme établit que seules les institutions de microfinance peuvent exercer ces activités, sous le statut juridique de personnes morales de nature commerciale et non à but non lucratif, comme le faisaient certaines. Les entreprises de ce secteur qui opèrent dans le pays disposent d'une période de six mois après la publication de la loi pour régulariser leur statut juridique et une période de deux ans pour se mettre en conformité avec les 22 règles établies par la Comami.

Panama

La Cour suprême de justice (CSJ) a déclaré à l'unanimité que la loi du 20 octobre 2023, qui approuve le contrat de concession minière entre l'État et *Minera Panamá* était inconstitutionnelle. Dans son arrêt, la CSJ estime, après « examen intégral » de la loi, que celle-ci enfreint 25 articles de la Constitution de la République du Panama. Les principales raisons invoquées sont : (i) les contradictions entre le contrat et les principes de protection du « bien-être social » et son application dans le droit des contrats ; (ii) les entorses potentielles aux droits fondamentaux, à la vie, à la santé et à un environnement sain et non pollué ; (iii) le manque de prise en compte de la déclaration d'inconstitutionnalité de la CSJ de 2017 dans le cadre de la renégociation du contrat ; (iv) l'approbation de ce contrat sur la base d'un rapport d'impact

environnemental de 2011 qui ne respecte pas la réglementation en vigueur permettant de rendre effectif le droit d'accès à l'information ; (v) la prise en compte du droit international et des conventions signées par le Panama, notamment en matière environnementale. La Présidente de la CSJ affirme que l'autorité judiciaire a pris en considération à la fois l'aspect éthique de l'investissement international et la question fondamentale de la possibilité d'arbitrage. Néanmoins, elle rappelle que sa responsabilité est de régler les litiges juridiques qui lui sont soumis par les citoyens qui considèrent qu'une loi met en péril l'intégrité de la Constitution.

Le président de **la République a annoncé la mise en place d'un processus de** transition pour la fermeture ordonnée et sûre de la mine. L'entreprise Minera Panama a réagi à l'arrêt de la CSJ au travers d'un communiqué et a rappelé que depuis sa création, elle avait opéré de manière cohérente à travers une adhésion stricte à la loi panaméenne. La filiale de l'entreprise canadienne First Quantum Minerals rappelle que la décision de la CSJ ne présente pas de scénario pour une fermeture planifiée et que le développement d'infrastructures conçues pour assurer la gestion des aspects environnementaux de la zone prendrait entre cinq et dix ans selon Minera Panama.

Selon le directeur général de l'entreprise publique Empresa de Transmisión Eléctrica, les appels d'offres pour la quatrième ligne de transmission électrique, laquelle serait opérationnelle en 2027-2028, devraient être publiés en janvier 2024. Le projet, qui s'étendra sur 371 kilomètres de Bocas del Toro à Panama, implique un investissement estimé à 760 M USD, soit 52 % de plus **qu'initialement** prévu. Les travaux seront réalisés dans le cadre d'un partenariat public-privé (PPP) avec ETESA et les paiements seront étalés sur 30 ans. La coordination du projet est assurée par le Secrétariat national des PPP et l'appel d'offres et le projet de contrat de PPP devraient être présentés en décembre, afin de lancer le processus d'appel d'offres.

Caraïbes

Cuba

En prévision de sanctions, les compagnies aériennes annulent progressivement les correspondances aériennes entre Cuba et le Nicaragua. L'afflux de migrants cubains vers le Nicaragua, pays à partir duquel ces derniers se dirigent par voie terrestre vers les Etats-Unis, a provoqué une forte hausse des vols charters vers Managua (50 vols par mois en moyenne depuis le début de l'année). Un fort rebond de la migration cubaine vers les Etats-Unis a été observé (18 000 cubains arrivés ce mois d'octobre, et près de 443 000 depuis octobre 2022 arrivés par la frontière mexicaine, soit une multiplication par 12 en un an, représentant 5 % de la population cubaine). En réaction à ce phénomène, Washington a imposé des sanctions vis-à-vis de leurs opérateurs, à travers notamment une restriction des visas pour les "propriétaires, directeurs et responsables" des entreprises opérant ces vols. En réaction, les compagnies Air Century et Sky High ont annoncé la suspension de leurs opérations sur cet itinéraire.

Haïti

Selon la Banque Interaméricaine de Développement (BID), les transferts de fonds reçus par les pays de la zone Caraïbes auraient enregistré une croissance de 2,6 % g.a. au cours du S1 2023. Le pays de la zone ayant le plus bénéficié de cette augmentation aurait été Haïti. Les transferts de fonds à destination des pays de la

zone Caraïbes, comme vers le reste de l'Amérique latine, proviennent majoritairement des États-Unis (à hauteur de 50,4 %), suivi du Canada (10,2 %).

République Dominicaine

La Banque centrale de la République dominicaine (BCRD) **a mis en œuvre une** nouvelle facilité de liquidité rapide de 400 M EUR en soutien aux secteurs agricole, commercial, et de la construction, ainsi **qu'aux** ménages et aux PME-PMI ayant subi les conséquences des inondations du samedi 18 novembre 2023. Le gouverneur de la BCRD a fait savoir que les entités d'intermédiation financière seraient en mesure d'acheminer des ressources vers les secteurs affectés à un taux d'intérêt annuel n'excédant pas 9 %. Sur l'enveloppe autorisée, 320 M EUR seraient destinés à l'octroi de nouveaux prêts, le reste servirait au refinancement et à la restructuration des prêts consentis aux ménages et aux PME-PMI.

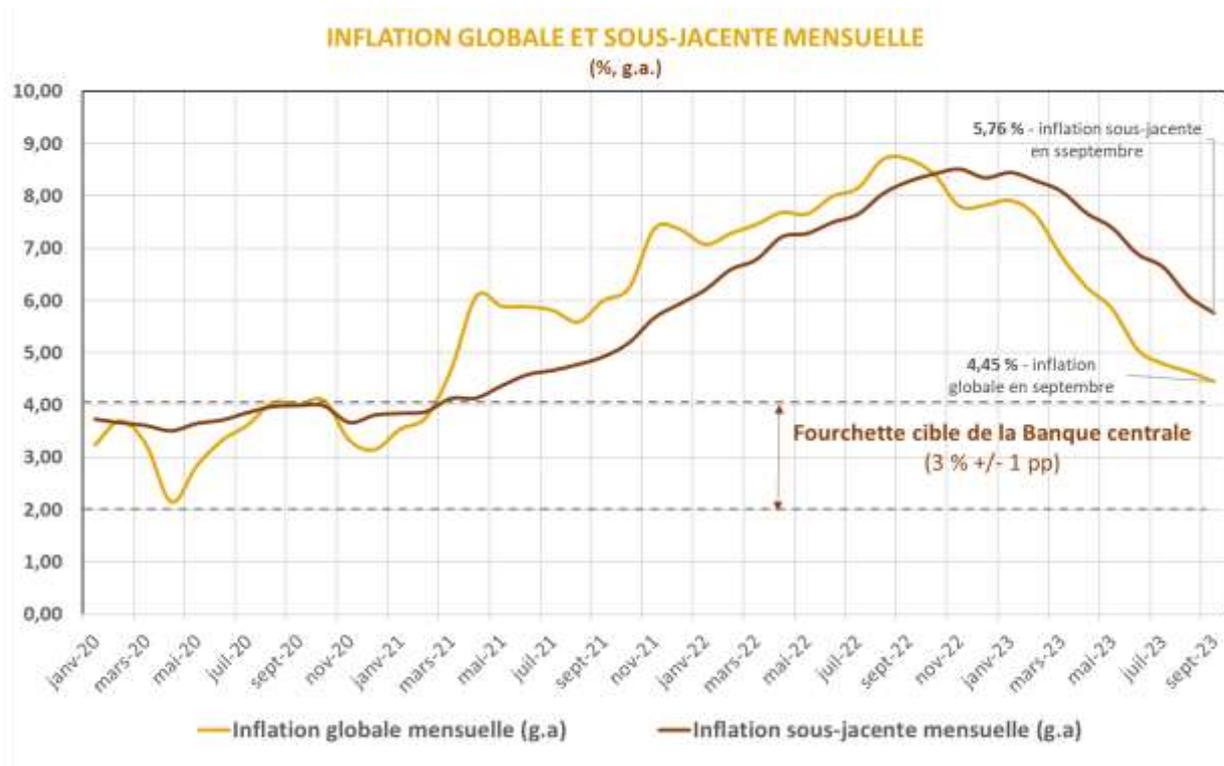
Barbade

Le Conseil d'administration du fonds vert pour le climat (GCF) a approuvé un projet d'investissement avec l'IFC pour un financement de 41 M USD pour l'installation d'une centrale de production solaire de 50 MW avec stockage d'hydrogène vert et batteries lithium-ion. Ce projet approuvé par le GCF est le premier projet d'hydrogène vert d'Amérique latine et des Caraïbes et le premier projet sur l'hydrogène vert financé par l'IFC. Il s'inscrit dans les objectifs ambitieux du gouvernement de la Barbade en matière de décarbonisation avec une matrice d'énergie renouvelable à 100 % pour 2030 pour fournir de l'électricité propre et stable au réseau électrique de la Barbade.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2022)	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Prévision FMI 2023	Prévision FMI 2024	Dette publique (% PIB, 2023, prév FMI)	Inflation (fin 2023, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	130,1	1 414,1	- 8 %	4,7 %	3,1 %	1,8 %	1,6 %	55,6 %	5 %	11,25 %
Belize	0,4	3,0	-13,4 %	15,2 %	11,4 %	3 %	2,0 %	60,4 %	3,1 %	2,25 %
Costa Rica	5,2	68,4	-4,3 %	7,8 %	4,3 %	2,7 %	3,2 %	63,5 %	3,9 %	6,50 %
Guatemala	18,7	93,7	-1,8 %	8 %	4,0 %	3,4 %	3,5 %	28,6 %	6,4 %	4,75 %
Honduras	10,3	31,5	-9 %	12,5 %	4 %	3,7 %	3,5 %	n/d	6,4 %	3,00 %
Nicaragua	6,6	15,8	-1,8 %	10,3 %	4,0 %	3,0 %	3,3 %	44,5 %	6,1 %	7,00 %
El Salvador	6,3	31,6	-8,2 %	10,3 %	2,8 %	2,4 %	1,9 %	76,1 %	2,5 %	--
Haïti	12,1	20,5	-3,3 %	-1,80 %	-1,7 %	0,3 %	1,2 %	20,3 %	44,5 %	10,00 %
Jamaïque	2,7	16,0	-9,9 %	4,6 %	4,0 %	2,2 %	2 %	77,9 %	5,5 %	7,00 %
Panama	4,3	72,0	-18 %	15,3 %	10 %	5 %	4 %	54,3 %	3,1 %	--
République Dominicaine	10,6	112,5	-6,7	12,3 %	5 %	4,3 %	5 %	58,3 %	5,7 %	7,75 %
Cuba	11,2	25,3	-10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

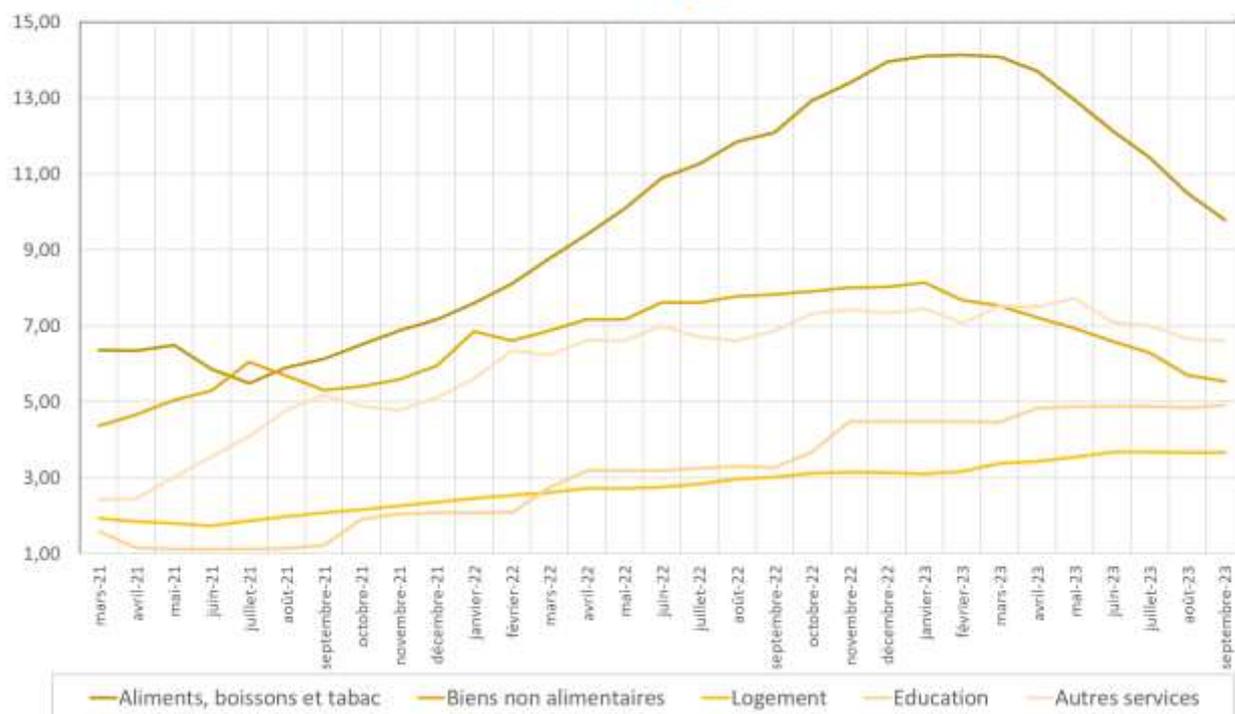
–Annexe Graphique Mexique –



Source : Banque centrale du Mexique, Institut National de la Statistique et de la Géographie

EVOLUTION DES COMPOSANTES DE BASE DE L'INFLATION

(%, g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie

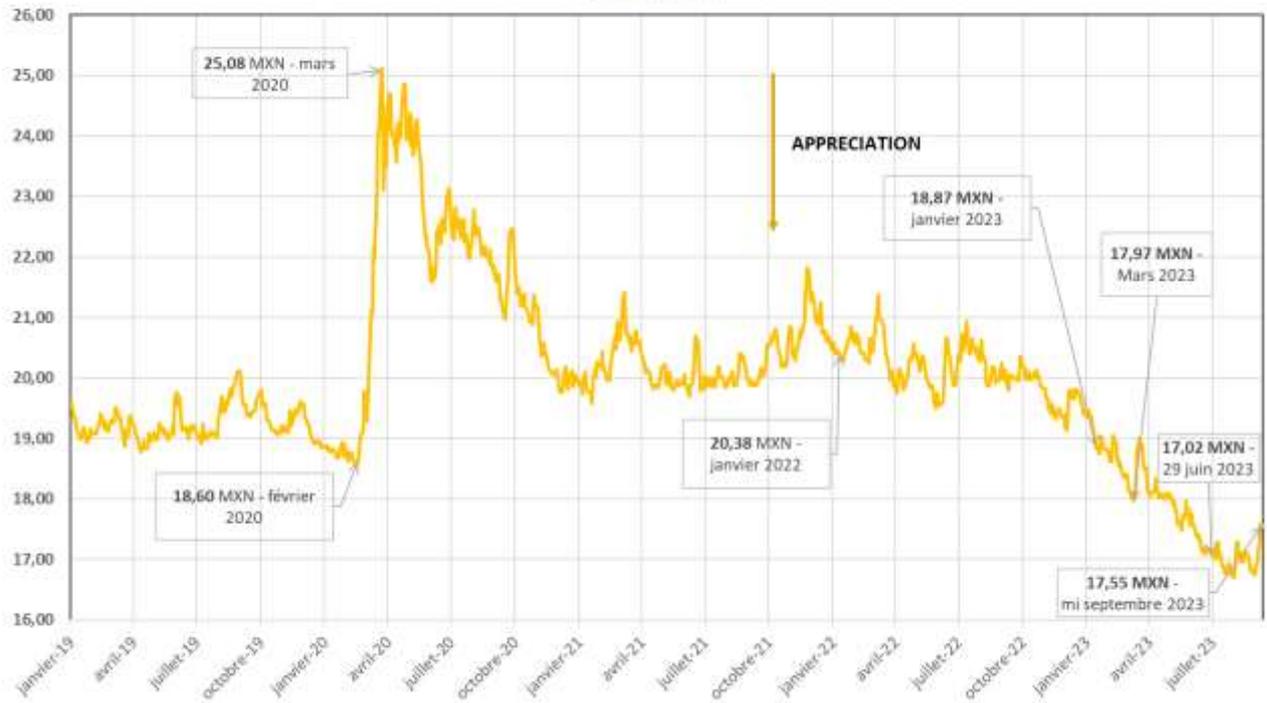
DIFFERENTIAL DE TAUX DIRECTEUR ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINA (%)



date	Taux d'intérêt directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel de taux entre Banxico et la Fed (ppb)
mars-22	6,50	0,50	600
avr-22	6,50	0,50	600
mai-22	7,00	1,00	600
juin-22	7,75	1,75	600
juil-22	7,75	1,75	600
août-22	8,50	2,50	600
sept-22	9,25	3,25	600
oct-22	9,25	3,25	600
nov-22	10,00	4,00	600
déc-22	10,50	4,50	600
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575

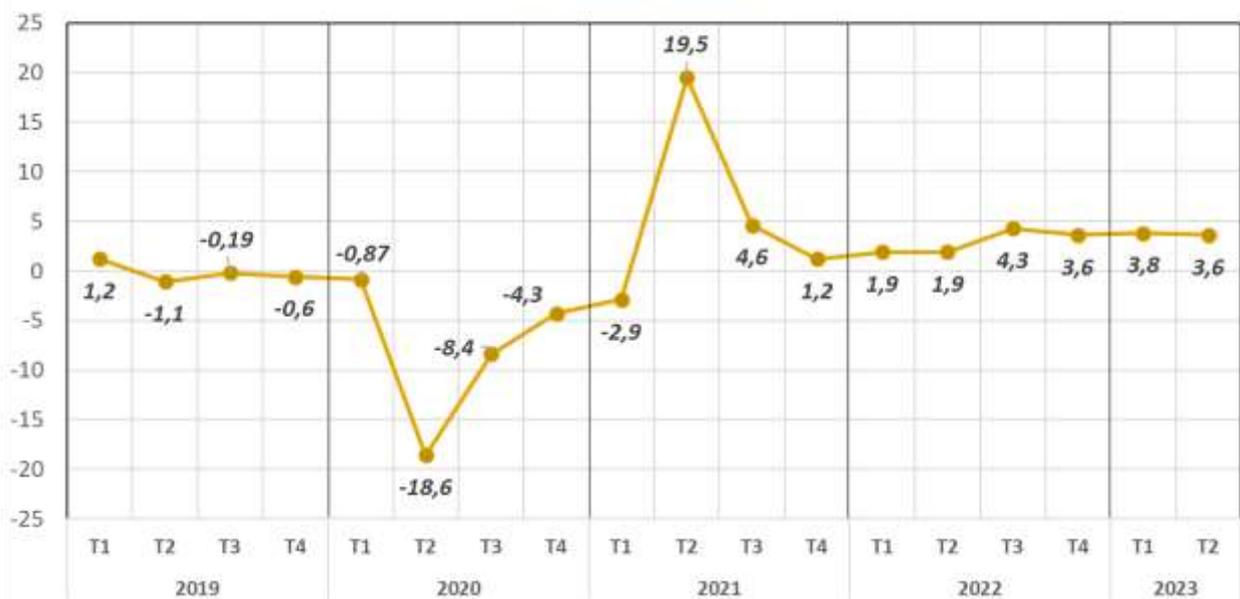
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve fédérale américaine

EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE (MXN/USD)



Source : Banque centrale du Mexique

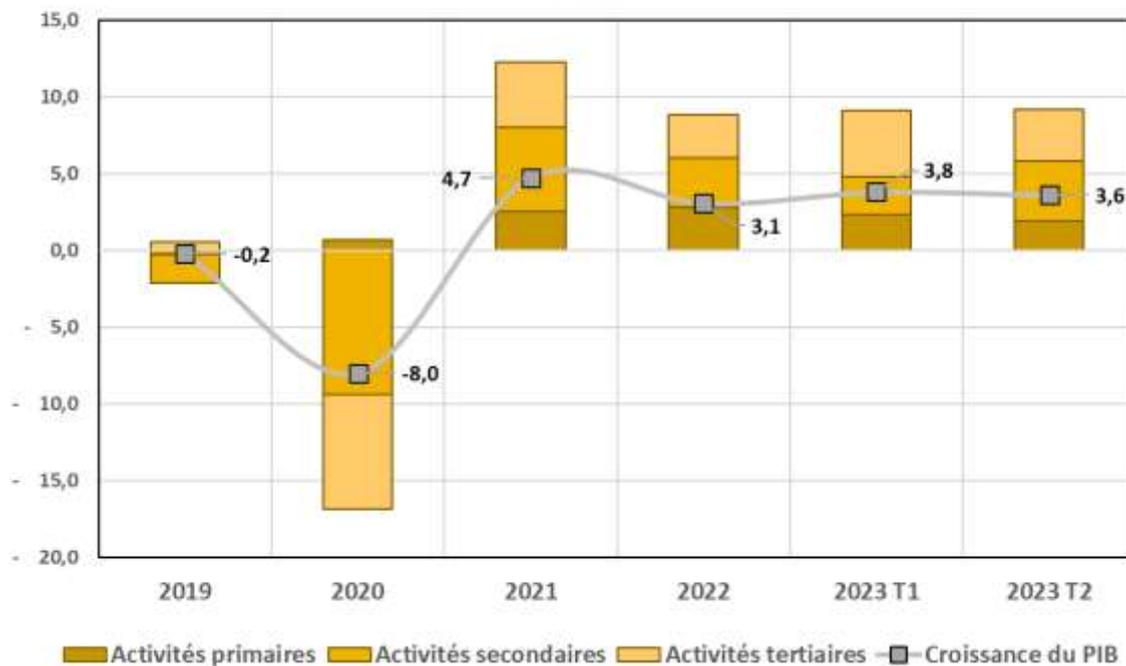
TAUX DE CROISSANCE DU PIB (%, glissement annuel)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie

DECOMPOSITION DE LA CROISSANCE PAR TYPE D'ACTIVITES

(%, g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES

(Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr